



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Non à l'OPA sur Suez, non au démantèlement de Suez et d'Engie

L'OPA lancée par Veolia sur Suez tout comme le contre-projet de Suez présenté mercredi au ministre de l'Économie illustrent la frénésie financière qui est dans la logique du monde d'avant.

Plutôt que d'être en rupture, le gouvernement qui détient 24% dans le groupe Engie, s'inscrit dans la poursuite de la casse des services publics de l'énergie, de l'eau et des déchets.

La vente de 29,9% des parts de Suez détenues par Engie entrainera inévitablement le démantèlement de ce dernier, Suez n'étant que le premier pas vers une déstructuration annoncée du groupe Engie.

La CGT voit venir une catastrophe sociale et industrielle, entraînant une destruction massive d'emplois.

La CGT dénonce cette opération qui remet en cause la perspective d'un service public de la transition énergétique incluant le gaz, l'électricité, les services climatiques et thermiques, les énergies renouvelables. La gestion de l'eau et des déchets doit être garantie pour l'intérêt général des citoyens.

La CGT ne voit aucune stratégie industrielle et de politique publique pour le pays, alors que l'eau est un bien essentiel pour la nation. Alors que le plan de relance devrait s'appuyer sur les groupes historiques de service public en les mettant au service d'une transition énergétique ambitieuse, le gouvernement a choisi, pour des gains financiers de court terme, de détruire ces groupes, Suez comme Engie et comme EDF.

À l'heure où les dirigeants des deux groupes Veolia et Suez se livrent à une bataille médiatique sur des considérations court-termistes, la CGT porte une autre voie où la complémentarité des activités ferait du groupe Engie, lié de nouveau à Suez, un des piliers de la transition énergétique et écologique nécessaire à l'avenir de tous.

Compte tenu des enjeux tant sociétaux que sociaux, il est central de défendre le maintien intégré des groupes possédés par l'État et leur mise au service d'une politique sociale et de transition énergétique. C'est pourquoi la CGT s'oppose à la vente de Suez par Engie et à la tentative d'OPA menée par Veolia.

Pour contrer la politique financière portée par le gouvernement, nous devons imposer, par la mobilisation la plus large possible, un nouveau modèle assurant un service public de la transition énergétique et un socle social de haut niveau pour l'ensemble des salariés d'Engie, de Suez mais aussi de Veolia.

Un autre avenir est possible où la conjugaison du social et de l'économie pour la défense, l'amélioration et la gestion des services publics de l'énergie, de l'eau et des déchets trouvera sens dans le statut du travail salarié et la sécurité sociale professionnelle.

Montreuil, le 17 septembre 2020